

Rendez-vous
élection présidentielle

PRINTEMPS DE L'INCLUSION

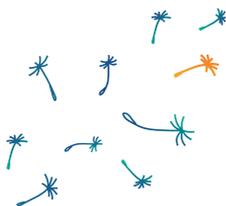


5 propositions
**pour une France
ouverte
et inclusive :**
**L'INCLUSION
FAIT ENTENDRE
SA VOIX !**



la fédération
des entreprises
d'insertion

Efficacité économique,
finalité sociale



Pour une France ouverte et inclusive :

L'INCLUSION FAIT ENTENDRE SA VOIX !

La fédération des entreprises d'insertion réunit des entrepreneurs qui façonnent au quotidien une économie de richesses humaines et de territoires. Les entreprises sociales inclusives (entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire d'insertion et entreprises d'insertion par le travail indépendant) emploient plus de 90 000 salariés partout en France. Ces 2 000 entreprises défendent **une France ouverte et inclusive**, pleinement inscrite dans l'économie sociale et solidaire.

Alors que le secteur a connu un fort développement ces trois dernières années, la fédération souhaite aller plus loin. C'est en ce sens qu'elle formule cinq propositions pour le prochain quinquennat :

- **Développer l'apprentissage ouvrier** pour répondre aux besoins de main-d'œuvre des secteurs en tension et d'avenir ;
- **Accueillir les migrants avec fraternité** pour que chaque séjour soit une chance pour chaque individu et pour la France ;
- **Passer des intentions aux impacts pour l'achat public**, pour faire concrètement grandir les femmes, les hommes et les territoires ;
- **Libérer le potentiel entrepreneurial de l'inclusion** pour créer toujours plus d'emplois en faveur de nos concitoyens les plus fragiles ;
- **Créer l'agence France Inclusion** pour porter l'inclusion auprès des acteurs publics et privés.

ENSEMBLE,
continuons à faire toujours plus
et mieux en faveur de l'inclusion !

1.

DÉVELOPPER L'APPRENTISSAGE OUVRIER pour répondre aux besoins de main-d'œuvre des secteurs en tension et d'avenir



■ CONSTAT

L'apprentissage ne bénéficie pas assez aux futurs ouvriers.

L'apprentissage s'est fortement développé depuis la loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». La France compte 200 000 apprentis supplémentaires depuis 2018, mais seulement 30 000 d'entre eux suivent des formations de type CAP.

Ce boom de l'apprentissage doit bénéficier plus fortement aux métiers de l'artisanat et de l'industrie pour former des ouvriers d'excellence sur les métiers en tension et métiers d'avenir. Dans un contexte de redémarrage de l'économie, marqué par des tensions sur le recrutement, les talents ouvriers s'avèrent plus que jamais indispensables. Ce sont eux qui vont accompagner cette croissance, et permettre la relocalisation de la production artisanale et industrielle.

■ PROPOSITION

S'appuyer sur les entreprises d'insertion pour former des ouvriers.

La fédération propose de s'appuyer sur le savoir-faire des entreprises sociales inclusives pour renforcer l'apprentissage ouvrier. En quarante ans, elles ont investi tous les secteurs d'activité à forte intensité de main-d'œuvre : économie circulaire, numérique, alimentaire, BTP, espaces verts, services à la personne, logistique, mobilités... Elles s'affirment aujourd'hui comme les premières entreprises spécialisées dans le recrutement, l'accompagnement et l'apprentissage des compétences nécessaires aux métiers de premiers niveaux de qualification, pour les jeunes et adultes les plus fragiles.

Pour exploiter pleinement cette capacité d'apprentissage des entreprises sociales inclusives, la fédération propose de rendre éligibles les contrats d'insertion au financement par l'alternance.

OBJECTIF

30 000 ouvriers supplémentaires en alternance chaque année.

2.

ACCUEILLIR LES MIGRANTS AVEC FRATERNITÉ pour que chaque séjour soit une chance pour chaque individu et pour la France

CONSTAT

La France peine à accueillir dignement les migrants.

Les migrants, qui fuient des situations difficiles dans leur pays d'origine, arrivent aujourd'hui en France dans des conditions souvent indignes et incertaines (camps insalubres, isolement, migrants mineurs non protégés...). Cette situation précaire dure souvent plusieurs semaines ou mois.

La Cour des comptes détaillait cela dans un rapport de 2020 : « **le dispositif de premier accueil sous-dimensionné** », « **la simplification des procédures et la réduction des délais sont des enjeux majeurs**. Y répondre permettrait de porter un regard plus apaisé sur l'immigration. », « **le droit d'asile est garanti au prix de délais importants, de dépenses croissantes et de conditions d'accueil dégradées** ».

PROPOSITION

Permettre le travail pour être utile pour soi et la société.

Il s'agit de recouvrer un accueil digne et conforme aux valeurs humanistes de notre pays. Permettre à tout étranger volontaire de rendre son séjour utile tout en contribuant à l'économie de son pays d'accueil est une réponse immédiate et contributive. Cette mesure donnera du sens au séjour tout en répondant à un besoin économique (600 000 recrutements d'ici 2030) pour que le temps de transition ou d'attente de régularisation, devienne un temps utile, pour chaque individu, pour acquérir des compétences, et pour la société en contribuant à produire des richesses.

Les entreprises sociales inclusives exerçant pour la plupart dans des métiers en tension ou d'avenir, et ayant l'expérience de l'insertion professionnelle, s'avèrent particulièrement adaptées pour réaliser cette mission.

La fédération propose donc que tout migrant ou réfugié volontaire, dès les premières semaines de son séjour en France, puisse travailler dans une entreprise sociale inclusive ou une entreprise labélisée responsabilité sociétale des entreprises inclusives (RSEi).

OBJECTIF

10 000 migrants et réfugiés accompagnés et formés chaque année par les entreprises sociales inclusives et entreprises RSEi.

3.

PASSER DES INTENTIONS AUX IMPACTS POUR L'ACHAT PUBLIC pour faire concrètement grandir les femmes, les hommes et les territoires

■ CONSTAT

La commande publique en France n'est toujours pas verte et sociale. Chaque année ce sont 200 milliards d'euros que les acheteurs publics mobilisent pour réaliser leurs missions, avec une trop faible part prenant en compte l'écologique et le social.

La loi Climat et Résilience, et le plan national des achats durables (PNAD), ont fixé des objectifs forts sur le sujet mais qui ne se traduisent pas encore dans les faits. **Si la puissance publique veut mobiliser son principal levier financier au service de son économie et des territoires, il est temps de changer la donne pour que ses achats contribuent fortement à la transition écologique et sociale.**

■ PROPOSITION

5% de la commande publique consacrée à l'inclusion.

La fédération propose de passer la seconde sur la question de la commande publique inclusive. Pour cela, plusieurs actions doivent être menées de manière urgente. Notamment, l'application des mesures votées dans le cadre de la loi Climat et résilience (dont les décrets d'application doivent intervenir dès 2023, et non 2026) et la levée des restrictions relatives à l'application des mesures sociales. Dans un second temps, un travail européen devra être mené pour faire sauter les verrous relatifs à cette question.

Ces nouvelles orientations de la commande publique doivent permettre de soutenir des entreprises pleinement ancrées dans leur territoire et créatrices d'emplois non-délocalisables, au service direct de l'inclusion des plus fragiles.

Avec l'accélération de ces mesures, d'ici la fin du quinquennat, 5% en valeur de la commande publique sera consacrée à l'inclusion, réalisée tant par des entreprises sociales inclusives que des entreprises classiques engagées.

OBJECTIF

10 milliards d'euros de commande publique consacrée à l'inclusion.





4.

LIBÉRER LE POTENTIEL ENTREPRENEURIAL DE L'INCLUSION pour créer toujours plus d'emplois en faveur des citoyens les plus fragiles

■ CONSTAT

L'inclusion s'est développée mais il est possible d'aller plus loin.

Les entreprises sociales inclusives ont connu un fort développement, grâce au Pacte d'ambition pour l'insertion par l'activité économique (2019) et à un soutien budgétaire important. Ainsi, entre 2019 et 2021, le nombre de bénéficiaires de parcours d'insertion a bondi de 42% en entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et de 21% en entreprise d'insertion (Ei).

Faisant le pari du travail comme ressort d'insertion, les entreprises sociales inclusives mettent en place un accompagnement social et professionnel et de la formation, pour que chaque personne puisse trouver sa place, jouer son rôle dans la société, bien au-delà de la seule insertion professionnelle.

Pour aller plus loin, il faut maintenant libérer le potentiel de développement des entreprises sociales inclusives, en sortant d'une gestion encore trop administrée.

■ PROPOSITION

S'appuyer sur la force entrepreneuriale pour accélérer l'inclusion.

La fédération propose d'instaurer réellement un système de « *confiance a priori, contrôle a posteriori* » pour les entreprises sociales inclusives, dans une logique de contrat avec l'Etat.

Pour cela, plusieurs processus doivent être modifiés : notamment, la mise en place de conventions pluriannuelles et régionales sur cinq ans (et non départementale et de trois ans, comme c'est le cas actuellement), ou encore la garantie de conventionnement pour les entreprises labellisées, sans oublier la contractualisation par paliers d'emplois inclusifs (conventionnement en-deçà de 50 emplois, entre 50 et 200, entre 200 et 500, plus de 500).

La mise en place de ces mesures dans un acte II du Pacte IAE pour les entreprises sociales inclusives doit permettre de libérer leur potentiel de développement et donc la création d'emplois d'insertion pour les citoyens les plus fragiles.

OBJECTIF

10 000 parcours supplémentaires créés chaque année
par les entreprises sociales inclusives.

5.

CRÉER L'AGENCE FRANCE INCLUSION pour porter l'inclusion auprès des acteurs publics et privés

CONSTAT

Les initiatives pour l'inclusion se multiplient, mais restent insuffisantes et ne bénéficient d'aucun pilotage opérationnel.

Si le vocable « inclusion » est entré dans le vocabulaire collectif, sa traduction en actions concrètes reste encore insuffisante face aux besoins. **Si l'Etat veut irriguer l'ensemble de ses politiques publiques d'inclusion, et en faire la promotion auprès de tous, parties prenantes entrepreneuriales et académiques, il doit se doter d'un outil opérationnel associant l'ensemble des acteurs.**

PROPOSITION

Mobiliser public et privé pour l'inclusion.

Partant de l'Agefiph et de son périmètre et moyens actuels, la fédération propose de la transformer en l'agence France inclusion. Sa mission consisterait à piloter les programmes existants (missions Agefiph, Les entreprises s'engagent, Académie de l'inclusion, Programmes d'investissement dans les compétences pour l'inclusion...) et à impulser de nouveaux programmes comme la formation des acheteurs publics, la promotion de l'inclusion auprès de l'ensemble des ministères, des branches professionnelles, des universités ou encore des écoles d'enseignement supérieur et le développement des solutions inclusives.

La création de cette agence permettra d'unifier et d'amplifier toutes les politiques publiques et privées en faveur de l'inclusion, pour accélérer leur développement et améliorer leur impact.

OBJECTIF

D'ici 2027, intégration systématique de l'inclusion dans chaque loi, chaque politique publique, accélération du développement.



90 000

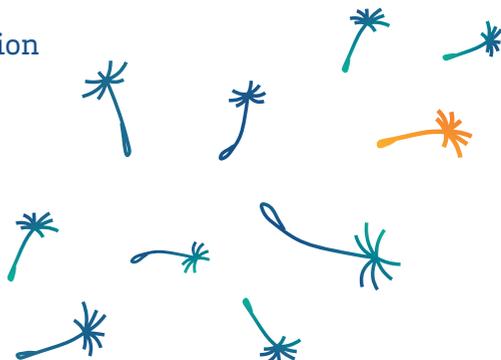
salariés en parcours d'insertion
chaque année

2 000

entreprises sociales
inclusives

65 %

de sorties réussies
vers l'emploi ou la formation



**la fédération
des entreprises
d'insertion**

Depuis plus de 30 ans, la fédération des entreprises d'insertion rassemble des entrepreneurs engagés qui mettent l'inclusion des plus vulnérables au cœur de leur projet d'entreprise. Présente dans chaque territoire, au plus près des besoins des personnes et des territoires, elle accélère leur développement et promeut leurs projets inclusifs qui conjuguent innovation, performance économique et impact social. Une raison d'être qui s'incarne dans le label Responsabilité Sociétale des Entreprises inclusives (RSEi) qu'elle a développé, pour toujours plus d'excellence au service des plus fragiles. Une fédération mobilisée, catalyseur de valeurs et d'énergies, pour bâtir une société durable et inclusive.

Contacts

Olivier Dupuis,

Secrétaire général

o.dupuis@lesentreprisesdinsertion.org

Mathilde Ausort,

reponsable plaidoyer

m.ausort@lesentreprisesdinsertion.org